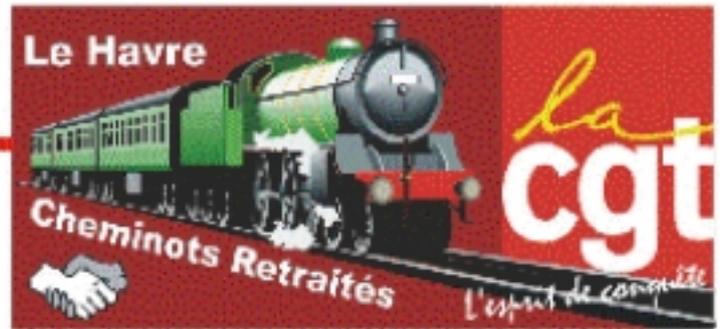


**Donner l'espoir
d'une meilleure vie**



LE PERE NOEL EST MECHANT !!!



Il n'écoute pas le peuple de gauche

Solidarité et combativité

Marc MAYEU

L'année 2012 pour beaucoup d'entre nous devait être une année de rupture, de changement de CAP...

Les Français, après cinq ans de mandat, ont viré Sarkozy, qui n'a fait que mener une politique libérale au profit du patronat et des spéculateurs. Pendant ces cinq années, rien n'aura été épargné au peuple, toujours plus de prélèvements, de taxes, d'impôts pour rembourser une dette dont ils ne sont même pas responsables. Les seuls responsables sont les différents gouvernements qui se sont succédé à la tête de la France depuis plus de trente ans.



La loi Rothschild à l'initiative de Pompidou et surtout son article 25 (la loi 73-7 du 3 janvier 1973) interdit à la Banque de France de faire crédit à l'État, condamnant la France à se tourner vers des banques privées et à payer des intérêts ; alors qu'avant cette loi, quand l'État empruntait de l'argent, il le faisait auprès de la banque de France qui, lui appartenant, lui prêtait sans intérêt. Auparavant, l'État français avait le droit de battre monnaie, et avec cette nouvelle loi, il perd ce droit qui est du même coup légué aux banques privées, qui en profitent pour s'enrichir aux dépens de l'État en lui prêtant avec intérêt l'argent dont il a besoin.

Cette décision correspond à une privatisation de l'argent et ramène la nation au même rang que n'importe lequel de ses citoyens.

L'accroissement sans fond de la dette publique trouve son origine précisément là.

Les Français attendent que ce gouvernement « socialo-écolo » change de CAP comme je l'ai déjà écrit et j'y tiens. Il semblerait qu'il en prenne le chemin. Comme exemple, je citerais le cas de la SNCF. En 1997 pour désendetter la SNCF, il fut créé RFF. La CGT et d'autres avaient contesté ce choix. Le gouvernement Ayrault va réunifier SNCF et RFF. Le bémol, important à nos yeux, c'est le statut des quelque 50 000 cheminots concernés. Ce dossier évoluera au fil de la mobilisation des cheminots actifs et retraités en 2013.

Dans l'exemple qui suit, point de changement de CAP. La Cour des comptes préconise de « récupérer » **5 milliards d'euros sur le dos des retraités par le biais entre autres d'un alourdissement de la fiscalité sur les pensions**. Le gouvernement Ayrault a commencé à mettre en œuvre partiellement ses recommandations en augmentant de 0,3% les impôts des retraités et en augmentant la TVA de 19,6 à 20%. Tout en diminuant les dépenses publiques.

Comme autre exemple, les différentes mobilisations des cheminots retraités et actifs en 2011 et 2012 qui ont permis dans un premier temps de faire reculer le gouvernement Fillon, par un fractionnement, sur la remise en cause du versement trimestriel et d'avance des pensions et reversions et le maintien en l'état pour 2013 sous le gouvernement Ayrault.

L'histoire nous l'a déjà démontré, ce n'est pas parce que l'on met en place un gouvernement de sensibilité de gauche, qu'il faut se reposer sur ses lauriers.

2013 est annoncée comme une année supplémentaire de crise et de chômage massif. En sommes-nous responsables ? Est-ce pour cela que nous devrions mettre en berne nos revendications ? Les retraités que nous sommes devront prendre part à toutes les mobilisations des salariés du privé et du public pour défendre l'emploi, le pouvoir d'achat et les différents acquis sociaux. Nous sommes avant tout des citoyens. **Nous devons leur rappeler que s'ils sont au pouvoir c'est en grande partie grâce à nous.**



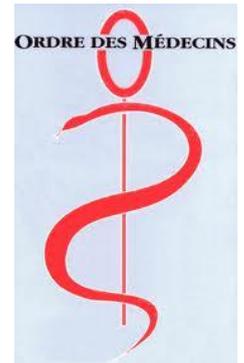
Solidarité et combativité doivent être les leitmotifs de l'année 2013.



La république de la honte

Le serment d'Hippocrate revu et corrigé

Après un accord qui légalise les dépassements d'honoraires, le patient est encore une fois le dindon de la farce !! Les chirurgiens des cliniques se sont associés au mouvement des internes pour refuser l'accord sur les dépassements d'honoraires qui leur fait perdre de l'argent. Comment ces gens osent ils manifester pour réclamer plus de liberté pour leurs dépassements d'honoraires, alors que leur salaire se situe autour de **12000 euros net** en moyenne par mois. D'autant qu'on pourrait comprendre que ces nantis descendent dans la rue pour défendre le salaire des internes : **1500 euros par mois** en moyenne où des infirmières **1800 euros** par mois en moyenne.



Mais pas du tout !!! Ils préfèrent leur demander de se mettre en congé où en récupération pour ne pas les payer au travail pendant les jours où ils feront grève !!!

Il n'y a pas de petites économies !!



La justice bafouée

Et on reparle de Bernard Tapie !! Après avoir récupérer grâce à Sarkozy et par l'intermédiaire de son ministre de l'économie : Christine Lagarde, **308 millions d'euros, versés par le trésor public**, plus de trois ans après le versement de ces fonds, il est toujours en liquidation personnelle : c'est-à-dire en faillite !!!

- Ce qui ne l'empêche pas de bien vivre : Achat d'un yacht : 40 millions d'euros, achat d'un avion : 25 millions d'euros, achat d'une villa à Saint-Tropez : 47 millions d'euros.
- Mais l'histoire ne s'arrête pas là !! Aujourd'hui ce margoulin avec l'aide de la famille Hersant, tente de prendre possession de la presse régionale : Provence Alpes Cote d'Azur et des titres des Antilles en proposant une somme de 50 millions d'euros malgré son insolvabilité et sans que pour l'instant, nos personnes haut placées n'y trouve rien à redire !!!!

Mais aux yeux de la loi il est insolvable et ne paiera pas d'impôts sur le pactole qu'il a réussi, grâce à une magouille, à transférer en Belgique.



UN CHOIX DE SOCIÉTÉ



Le 14 novembre 2012, de nombreux salariés de tous les pays européens se sont mobilisés, dans le cadre de la journée européenne d'action pour une Europe sociale et contre toutes les politiques d'austérité, à l'appel de la CES (**Confédération Européenne des Syndicats**) où sont représentées **85 organisations syndicales de 36 pays Européens, comptant plus de 60 millions de membres, dont la CGT** est adhérente depuis 1999.

Alors que trois rapports publics soulignent le manque d'évaluation de l'efficacité des aides publiques aux entreprises, le gouvernement Ayrault a préféré s'en remettre au rapport d'un grand patron !!

Ce rapport est fondé sur la baisse contestable et contestée de la baisse du coût du travail. La première mesure consiste par un allègement des charges sans précédent de **20 milliards d'euros** du coût du travail, ce cadeau s'ajoutant aux **172 milliards** d'aide dont bénéficient déjà les entreprises.

Contrairement à ce que **demande la CGT**, l'efficacité de ces mesures, en termes d'emplois et d'investissement productif n'a toujours pas été examiné sérieusement

La CGT conteste fortement les volets de ce dispositif :

Les ménages seront doublement pénalisés, leur pouvoir d'achat baissera à cause de la TVA (7 milliards d'euros) et de la fiscalité écologique (3 milliards d'euros)

La baisse des dépenses publiques amènera une dégradation des services publics et des pressions nouvelles sur les agents de l'état.

Toutes les entreprises indépendamment de leur taille et de leur situation financière bénéficieront des nouvelles aides y compris les entreprises qui engrangent des profits ou distribuent des dividendes à leurs actionnaires.

Nombres d'entreprises pourront cumuler exonération de cotisations sociales et ce nouveau crédit d'impôt : **C'est inacceptable !!**

L'avenir de l'industrie et de l'emploi nécessite un nouveau mode de développement fondé sur une véritable valorisation du travail :

C'est le travail qui est créateur de richesses et c'est bien le capital qui coûte cher !!!

En trente ans la masse salariale a été divisée par 3,6 alors que **la somme des dividendes versée aux actionnaires a été multipliée par 20 :**

C'est la 1ère cause de la baisse des investissements et de la désindustrialisation !!

Pour assurer ce nouveau mode de fonctionnement, défendu par la CGT, il faudra lutter contre la spéculation, notamment en mettant à contribution les revenus financiers des entreprises et des particuliers.

Solidarité et combativité seront les maîtres mots pour 2013, alors restons mobilisés, disponibles et combatifs pour toute les actions et manifestations où pourrait nous appeler notre syndicat CGT.

« Certains veulent que ça arrive, d'autres aimeraient que ça arrive **et d'autres font que ça arrive !!!** »

Michael JORDAN

